



**PRÉFÈTE  
DE VAUCLUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
Départementale  
des Territoires de Vaucluse**

Service Forêt, risques et crise  
Pôle Forêt et appui à la gestion de crise  
Affaire suivie par : Isabelle CHADŒUF  
Tél. 04 88 17 82 68  
isabelle.chadoeuf@vaucluse.gouv.fr

## **RÉVISION DU PLAN DE PRÉVENTION DU RISQUE D'INCENDIE DE FORET (PPRIF)**

-----  
**COMMUNES DE MENERBES ET DE PUGET**  
Département de Vaucluse

### **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

## **TITRE 1 : PRINCIPES GENERAUX DE L'ETUDE**

### **1 – Objectif et champ de l'étude**

Les communes de Ménerbes et de Puget font l'objet d'un Plan de Prévention du Risque d'Incendie de Forêt (PPRIF), approuvé par arrêté préfectoral du 13 septembre 2007 pour Ménerbes et du 1<sup>er</sup> août 2007 pour Puget.

Vu :

- l'ancienneté des études techniques commencées en 2000 ;
- la réalisation de travaux de renforcement des moyens de protection des zones urbanisées par ces deux communes ;
- l'adaptation de leur règlement afin de tenir compte des évolutions réglementaires ;

il apparaît nécessaire de procéder à la révision de ce plan de prévention pour ces deux communes.

Le service en charge de la révision de ces PPRIF est la Direction départementale des territoires (DDT) de Vaucluse. Elle sera conduite suivant la méthodologie retenue par le Ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires (MTECT).

## **2 – Contexte législatif et réglementaire**

- Code de l'environnement :
  - articles L. 562-1 à L. 562-9 et relatifs à l'établissement de plans de prévention des risques naturels majeurs ;
  - articles L.122-4 à L.122-11 et R.122-17 à R.122-21 relatifs à l'évaluation de certains plans et programmes ayant une incidence notable sur l'environnement ;
- Code forestier : articles L.131-17 et L.131-18 ;
- Loi du 13 juillet 1982 modifiée, relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles ;
- Loi du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;
- Loi du 2 février 1995 dite « loi Barnier » relative au renforcement de la protection de l'environnement ;
- Loi du 30 juillet 2003, relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;
- Loi du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement ;
- Circulaire du 3 juillet 2007 relative à la consultation des acteurs, la concertation avec la population et l'association des collectivités territoriales dans les plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ;
- Note technique du 29 juillet 2015 relative à la prise en compte du risque incendie de forêt dans les documents de prévention et d'aménagement du territoire (*Ministère de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie, Ministère du Logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité*).

## **3 – Présentation des zones d'étude**

Ménerbes et Puget sont des communes du Parc naturel régional du Lubéron, la majeure partie de leur territoire boisé étant située dans le massif du Petit-Luberon.

### **3-1 : Ménerbes**

La superficie cadastrale de Ménerbes est de 3 035 ha, dont environ 60 % d'espaces naturels.

Au nord/nord-ouest du territoire communal, la zone agricole légèrement vallonnée s'étend jusqu'à la rivière du Calavon.

En direction du sud-est, apparaissent des collines boisées séparées par de minces cordons agricoles, parfois en cours d'enfrichement.

Plus au sud, une nouvelle zone de culture orientée est-ouest sépare ces petits reliefs forestiers (180 à 340 m) de la forêt communale qui s'étale sur le versant nord du massif du Petit Luberon jusqu'aux crêtes (680 m).

La commune de Ménerbes fait l'objet d'un PPRIF communal, approuvé par arrêté préfectoral du 13 septembre 2007 dans lequel :

- l'ensemble des secteurs boisés en aléa fort à très fort, non bâtis ou faisant l'objet d'une urbanisation diffuse ont été classés en zone Rouge inconstructible ;
- quelques secteurs densément bâtis ont été classés en zone constructible B1, sous réserve de la présence ou de la création de moyens de protection contre l'incendie, avec une limitation stricte des constructions pouvant être autorisées dans cette

zone. Une partie de cette zone a fait l'objet de la création d'équipements de défense contre l'incendie comme des citernes, mais la commune souhaite qu'une réévaluation des zones constructibles soit faite dans le cadre de la révision du PPRIF, en vu de leur réduction ;

- deux zones constructibles B2 en aléa fort, sous forme d'habitat groupé, qui avaient été souhaitées par la commune au moment de l'élaboration du PPRIF, mais pour lesquelles aucun projet n'a pour l'instant été réalisé. La commune souhaite désormais abandonner la zone au nord du territoire communal et limiter notablement la zone à l'est du village ;
- des secteurs en aléa moyen, classés en zone B3, qui restent constructibles sous conditions si le PLU le permet. Cette zone concerne plus particulièrement des zones de cultures en voie d'abandon, ou contenant des cordons de végétation pouvant contribuer à la propagation d'un départ de feu, particulièrement dans les secteurs en piémont du massif du Petit Luberon.

### **3-2 : Puget**

La superficie cadastrale de Puget est de 1 956 ha dont environ 80 % d'espaces naturels.

La commune se situe dans le sud du département et appartient à la région forestière du Luberon. Le point culminant (698 m) se situe sur un des reliefs de la ligne de crête, à l'est du lieu dit « La Baraque » et au sud du massif des Cèdres. Le point le plus bas (126 m) se trouve dans la plaine de la Durance.

La forêt communale (950 ha) qui occupe toute la partie Nord de la commune s'étend sur le versant sud du massif du Petit Luberon. La zone forestière se prolonge plus au sud, jusque sur les coteaux urbanisés qui dominent la plaine alluviale de la Durance. Le Pin d'Alep, et le Chêne vert constituent les principales essences forestières, le Chêne pubescent apparaît plus fréquemment dans les fonds de vallons. Les formations combustibles (arborées et arbustives) recouvrent 78 % du territoire.

A l'est de la commune, un plateau cultivé (vignobles), d'orientation est-ouest, sépare le massif forestier des petits reliefs boisés et urbanisés qui surplombent la vallée de la Durance. Cette zone cultivée crée une véritable coupure de combustible ; seuls certains vallons boisés d'orientation Nord-sud permettent une continuité de la végétation entre les deux secteurs forestiers.

Au sud, les zones de culture de la plaine bordent les ripisylves de la Durance.

La commune de Puget fait l'objet d'un PPRIF communal, approuvé par arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2007, dans lequel :

- l'ensemble des secteurs boisés en aléa fort à très fort, non bâtis ou faisant l'objet d'une urbanisation diffuse ont été classés en zone Rouge inconstructible ;
- les secteurs densément bâtis, situés entre la plaine de la Durance et le chemin des Huguenots à l'ouest, puis la route du Luberon à l'est, ont été classés en zone constructible B1, sous réserve de la présence ou de la création de moyens de protection contre l'incendie, avec une limitation stricte des constructions pouvant être autorisées dans cette zone ; une partie de cette zone a fait l'objet de la création d'équipements de défense contre l'incendie (voirie et points d'eau) mais la commune souhaite qu'une réévaluation des zones constructibles soit faite, en compatibilité avec les orientations de son Plan local d'urbanisme ;
- des secteurs en aléa moyen, classés en zone B3, qui restent constructibles sous conditions si le PLU le permet. Cette zone concerne plus particulièrement des zones moins densément boisées, souvent en limite de cultures.

#### **4 – Définition de la mission**

Le bureau d'études intervient pour le compte de la Direction départementale des territoires (DDT) de Vaucluse, représentant la Préfète de Vaucluse, maître d'ouvrage.

La mission confiée au bureau d'études comprend la réalisation pour chacune des deux communes :

- des études techniques permettant de fournir les éléments nécessaires à l'élaboration de cette révision :
  - cartes des aléas ;
  - cartes des enjeux présents sur les territoires communaux ;
  - cartes des moyens de protection contre l'incendie de forêt ;
- des cartes de zonage réglementaire visant à prendre en compte sur la globalité des deux territoires communaux le risque d'incendie de forêt, en y intégrant les modifications d'origines naturelles ou humaines qui se sont produites sur les communes depuis la réalisation des études techniques du PPRIF de 2007 ;
- d'un rapport technique relatif à l'établissement des documents précités.

La mission comprend également la fourniture d'un appui à la DDT lors des différentes phases de l'étude :

- participation aux comités technique et de pilotage pour le suivi des études ;
- appui lors de l'association avec la commune (participation aux réunions, production de présentations des résultats des études en cours) ;
- concertation avec le public (participation aux réunions publiques, production de documents pédagogiques, établissement des éléments de réponse aux questions des habitants...).

## **TITRE 2 : CONTENU DE L'ETUDE**

### **1 – Études préalables à l'élaboration du zonage**

Les premières études ayant servi à l'établissement des PPRIF actuels ayant commencé en 2000, il est nécessaire de les reprendre dans leur totalité.

#### **1-1 : Carte des aléas feu de forêt**

La carte sera établie pour les zones exposées au risque d'incendie de forêt et leur périmètre sur 200 m.

La détermination de l'aléa feu de forêt tiendra exclusivement compte des caractéristiques du phénomène naturel, tant dans son extension spatiale que dans son intensité. L'aléa sera déterminé par les données physiques permettant de calculer l'intensité d'un feu pouvant potentiellement atteindre chaque point du territoire des deux communes.

La méthode utilisée sera une méthode dimensionnée, appréhendée par une grandeur physique, la puissance de front de flamme (Pff), qui est la quantité d'énergie dégagée par seconde et par mètre de front de flamme. Son calcul sera basé sur la formule de Byram.

La végétation sera appréciée à partir des données disponibles les plus à jour. Des relevés de terrain seront effectués de manière systématique pour appréhender au mieux la nature et l'état des différentes formations végétales et forestières rencontrées sur les deux territoires communaux.

Conditions météorologiques de référence : elles seront définies à partir des données météorologiques existantes des stations météorologiques les plus proches des deux communes. Le bureau d'études précisera si l'acquisition de données complémentaires à partir des points de la grille du modèle Arôme de Météo-France est nécessaire. Il précisera également s'il peut disposer d'un modèle numérique de modélisation des vents dominants sur le secteur d'étude.

Données topographiques : elles seront issues des bases de données de l'IGN.

Un lissage entre pixels sera établi sur la base du vent dominant sur les différents secteurs géographiques de ces deux communes.

La proposition des bureaux d'études devra en particulier préciser :

- la méthodologie détaillée proposée ;
- les bases cartographiques et documentaires servant à l'élaboration de cette carte ;
- les moyens mis en œuvre pour les relevés de terrain et les contrôles lors du calage de la carte.

Les résultats lissés ainsi obtenus seront répartis sur la base des classes élaborées par le CEMAGREF, sur commande du Ministère de l'Ecologie, à partir de critères liés aux dégâts aux habitations.

Nombre de classes d'aléa : 5, calées sur l'échelle d'intensité établie par le CEMAGREF pour le ministère de l'écologie :

Intensité	Puissance du front de flamme	vitesse de propagation
Très faible	$P < 350 \text{ kW/m}$	$V < 400 \text{ m/h}$
Faible	$350 < P < 1\,700 \text{ kW/m}$	$400 < V < 800 \text{ m/h}$
Moyenne	$1\,700 < P < 3\,500 \text{ kW/m}$	$800 < V < 1\,200 \text{ m/h}$
Elevée	$3\,500 < P < 7\,000 \text{ kW/m}$	$1\,200 < V < 1\,800 \text{ m/h}$
Très élevée	$P > 7\,000 \text{ kW/m}$	$V > 1\,800 \text{ m/h}$

Prise en compte des zones débroussaillées :

- les coupures de combustible réalisées sous maîtrise d'ouvrage publique pourront être prises en compte en l'état débroussaillé ;
- zones bâties : prise en compte de l'état initial non débroussaillé, à l'exception de zones où la forte densité de l'habitat et la réalisation de travaux importants de débroussaillage peut leur conférer un aspect de parcs urbains.

Le bureau d'étude fera valider ces deux points en COTECH.

Contrôle terrain :

le bureau d'étude pourra effectuer des contrôles de terrain supplémentaires dans les zones à enjeux sur demande du maître d'ouvrage.

Rendu cartographique:

la carte d'aléa sera faite sur fond topographique au 1 :5 000° et fera apparaître les 5 classes d'aléa dans une gamme de couleur différente de celle utilisée pour le zonage réglementaire (du jaune au brun par exemple).

## 1-2 : Recueil des enjeux

Les bâtis seront analysés et classifiés sur la base de la méthode récemment élaborée par l'INRAe et l'ONF :

- Bâtis isolés ;
- Bâtis diffus ;
- Bâtis groupés en îlots (et zone urbanisée périphérique) ;
- Espace urbanisé aux formes complexes (et zone urbanisée périphérique) ;
- Espace urbanisé principal (et zone urbanisée périphérique).

Un inventaire des installations présentant un niveau de risque aggravé en cas d'incendie de forêts sera également effectué, dont en particulier les :

- ERP ;
- Campings ;
- ICPE.

### 1-3 : Moyens de protection

Le bureau d'études recensera et fera une cartographie des moyens de défense incendie suivants :

- voirie : routes bitumées et voies ouvertes à la circulation publique, en indiquant si ces voies sont aux normes d'accessibilité ou non ;
- une zone tampon de 50 m sera figurée le long des voiries ;
- points noirs : rétrécissements, virages en épingle, ponceaux...rendant la voirie impropre à la circulation des véhicules de secours ;

*L'annexe 2 du CCTP précise les caractéristiques des voiries nécessaires à la défense contre l'incendie des zones bâties.*

- points d'eau de type réservoir ou citerne, avec leur capacité, répartis en deux catégories :
  - conformes aux normes du RDDECI 84 ;
  - non conformes ;
- poteaux incendie répartis en trois classes de débit :
  - $PI \geq 60 \text{ m}^3/\text{h}$
  - $30 \text{ m}^3/\text{h} \leq PI < 60 \text{ m}^3/\text{h}$
  - $PI < 30 \text{ m}^3/\text{h}$ .

Les données sur les points d'eau sont accessibles sur la plateforme Hydraclis 84 :

<https://deci.sdis84.fr/>

Les points d'eau supplémentaires qui pourraient être inventoriés seront géoréférencés. Leur capacité et leur fiabilité seront relevées si cela est possible.

Les moyens en eau nécessaire à la DECI sont précisés dans le Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI), approuvé par arrêté préfectoral du 20 février 2019.

*A noter que sa révision doit faire l'objet d'une approbation prochaine.*

#### Rendu cartographique :

Chacun des éléments relatifs aux enjeux et aux moyens de protection fera l'objet d'une cartographie au 1 : 5 000° pour le village et ses abords

une carte de synthèse faisant figurer la carte des moyens de protection sera faite sur fond cadastral au 1 :10 000° avec un zoom au 1 :5 000° pour le village et ses abords.

NB :

*Pour l'ensemble de ces études préalables à l'élaboration du zonage, l'ensemble de ces relevés de terrain devront être mis à disposition du maître d'ouvrage par le bureau d'études lors des sorties de terrain de validation et lors des réunions de concertation avec la commune.*

## 2 – Élaboration du zonage

### 2-1 : Critères pour l'établissement de la carte de zonage.

Les différentes zones sont déterminées à partir du croisement des aléas, des enjeux et du niveau des moyens de protection déterminés dans la première phase de l'étude en utilisant la grille indicative ci-après :

<b>Aléa très fort</b>	
<b>Espaces non urbanisés et bâti diffus</b>	<b>Zone inconstructible R</b> quelle que soit la qualité des équipements de défense
<b>Espaces urbanisés sous forme de bâti groupé</b>	<b>Zone inconstructible R</b> si les équipements de défense sont insuffisants
	<b>Zone inconstructible O</b> si les équipements publics de défense sont suffisants pour les habitations déjà existantes
	<b>Zone constructible BV</b>
	<b>Zone constructible B1</b> si les équipements de défense sont suffisants et permettent la densification ou l'extension limitée de la zone
<b>Aléa fort</b>	
<b>Espaces non urbanisés et bâtis diffus</b>	<b>Zone inconstructible R</b> quelle que soit la qualité des équipements de défense
	<b>Zone constructible B2</b> ouverture d'une nouvelle zone à urbaniser si la commune n'a pas d'autres possibilités et si les équipements publics de défense sont suffisants.
<b>Espaces urbanisés sous forme de bâti groupé</b>	<b>Zone inconstructible R</b> si les équipements de défense sont insuffisants
	<b>Zone inconstructible O</b> si les équipements publics de défense sont suffisants pour les habitations déjà existantes
	<b>Zone constructible BV</b>
	<b>Zone constructible B1</b> si les équipements de défense sont suffisants et permettent la densification ou l'extension limitée de la zone
<b>Aléa moyen</b>	
<b>Bâti diffus et groupé</b>	<b>Zone constructible B3</b> quels que soient le type d'urbanisation, à l'exception des établissements à risque
	<b>Sauf zone inconstructible R</b> Pour les secteurs isolés en cœur de massif boisé



## **2-2 : Zones urbanisées existantes**

Une analyse fine du niveau de protection contre l'incendie sera faite pour les zones d'habitat groupé existantes, précédemment classées en zone B1 dans les deux PPRIF en cours, zones constructibles sous réserve de la réalisation d'équipements complémentaires de défense contre l'incendie.

Un zonage supplémentaire (zone Orange), pourra être proposé pour des secteurs dont les moyens de protection ont été suffisamment améliorés pour permettre une mise en défense correcte de l'habitat existant, mais dont les contraintes physiques et topographiques sont trop importantes pour continuer à y développer l'urbanisation.

## **2-3 : Prescriptions à respecter**

Les zones seront dessinées à partir du fond cadastral et en s'appuyant sur les études préliminaires et sur les ortho-photoplans. Les vérifications sur le terrain porteront plus particulièrement sur les bordures des massifs. Les limites de zones s'appuieront, dans la mesure où les niveaux de l'aléa et la configuration du terrain le permettent, sur les limites naturelles et artificielles (routes) ainsi que sur les parcelles cadastrales entières.

### Rendu cartographique:

la carte de zonage sera faite sur un fond au 1:5 000°, sur lequel figureront le fond topographique allégé, les parcelles cadastrales et le zonage.

## **3 – Production du dossier final**

Les documents à fournir dans le cadre de la présente étude sont à fournir impérativement dans les formats suivants :

- **Rapports, notes, tableaux, diaporamas de présentation : suite bureautique LibreOffice ;**
- **Cartes : Système d'information géographique sous format Q Gis.**

### **3-1 : Rapport de présentation**

Le rapport de présentation des projets de révision du PPRIF de chaque commune devra comprendre tous les éléments figurant au dossier du projet de PPRIF mis à l'enquête publique, soit à minima :

- présentation de la commune : éléments physiques et géographiques ;
- historique des incendies passés (en s'appuyant sur les informations issues de la base de données publique Prométhée et la BDIF) ;
- pour chaque volet de l'étude technique préalable à l'élaboration du zonage : présentation de la méthode, de l'analyse effectuée sur le terrain et des résultats obtenus ;
- pour le zonage : critères ayant conduit à son établissement, présentation des analyses et des résultats obtenus pour chaque zone géographique de la commune, en particulier pour les secteurs déjà urbanisés.

### **3-2 : Règlement**

L'écriture du règlement sera réalisée par la DDT de Vaucluse.

### **3-3 : Documents cartographiques**

Le fond et l'échelle des cartes sont précisés dans les articles du présent CCTP relatifs aux études.

Leur nombre et la date de leur fourniture sont indiqués dans l'annexe n°1.

*Les documents cartographiques seront fournis sous forme de couches géoréférencées compatibles avec le système d'information géographique QGis*

*Les formats des cartes de zonages fournies lors de l'application anticipée et pour l'approbation définitive **devront être strictement conformes aux prescriptions de l'annexe 3 du présent cahier des clauses techniques particulières, afin de permettre leur intégration dans GéoRisques***

*Ces données numériques devront faire l'objet d'une validation par le Service « Connaissance des territoires » de la DDT de Vaucluse avant la clôture du présent marché.*

## **TITRE 3 : CONDITIONS DE RÉALISATION DE L'ÉTUDE**

### **1 – Documents mis à la disposition du chargé d'études**

Documents mis à disposition par la DDT de Vaucluse :

- réseau DFCI : base de données OpenDFCI au 1 : 25 000<sup>e</sup>, dernière mise à jour ;
- plan cadastral numérisé ;
- ensemble des données cartographiques disponibles à la DDT de Vaucluse et nécessaires à la réalisation de l'étude ;
- études techniques préalables à l'élaboration des PPRIF de Ménerbes et de Puget en vigueur.

Pour rappel, les données relatives à la défense extérieure contre l'incendie sont disponibles sur le site Hydraclic 84 : <https://deci.sdis84.fr/>.

### **2 – Conditions d'encadrement des études**

#### **2-1 : Comité technique (COTECH)**

Un comité technique, dirigé par le représentant de l'État–Direction départementale des territoires (DDT) de Vaucluse – maître d'ouvrage, sera constitué, réunissant outre des représentants de la DDT, des représentants du Service départemental d'incendie et de secours, de la Préfecture de Vaucluse (Service des sécurités), et de tout autre représentant de services ou d'organismes désignés par la DDT.

Sa mission consistera à encadrer et organiser le travail du prestataire de façon à ce que l'étude se déroule conformément au cahier des charges.

Le Comité technique devra valider chacune des phases de la procédure d'élaboration du PPRIF avant la poursuite de la mission du bureau d'études :

- Études préalables :
  - validation de la méthode et des paramétrages proposés par le bureau d'étude ;
  - validation de la carte des aléas feu de forêt ;
  - validation des cartes des enjeux et des moyens de protection ;
- Élaboration du zonage :
  - validation des critères ;
  - validation de la carte de zonage ;
- validation du dossier final.

*En préparation de ces réunions, le bureau d'études fournira les documents cartographiques de travail (format A4 ou A3) à la demande de la DDT de Vaucluse sous forme numérique (odt, pdf et SIG) suivant les besoins exprimés par le maître d'ouvrage.*

*Le bureau d'études prévoira et distinguera dans son estimation financière le coût unitaire de réunions supplémentaires demandées par le maître d'ouvrage en cas de nécessité.*

## **2-2 : Comité de pilotage (COPIL)**

Un comité de pilotage, dirigé par le représentant de l'État-DDT de Vaucluse – maître d'ouvrage, composé des membres du COTECH, élargi aux représentants des communes concernées. La participation à ces COPIL pourra être élargie à des représentants du Syndicat mixte de défense et de valorisation forestière, des communautés de communes respectives (Pays d'Apt Luberon pour la commune de Ménerbes et Luberon Monts de Vaucluse pour Puget), des Syndicats mixtes des SCoT, du Parc naturel régional du Luberon, Conseil départemental de Vaucluse et de tout autre représentant de services ou d'organismes désignés par la DDT.

Ces COPIL se tiendront généralement en communes.

*En préparation de ces réunions, le bureau d'études fournira les documents cartographiques de travail (format A4 ou A3) à la demande de la DDT de Vaucluse sous forme numérique (odt, pdf et SIG) suivant les besoins exprimés par le maître d'ouvrage.*

*Le bureau d'études produira également les diaporamas nécessaires à la présentation des études en cours.*

*Le bureau d'études prévoira et distinguera dans son estimation financière le coût unitaire de réunions supplémentaires demandées par le maître d'ouvrage en cas de nécessité.*

## **3-3 : Réunions avec les personnes et organismes associés**

Deux réunions sont prévues avec les personnes et organismes associés (POA) :

- après la production du premier projet de révision des PPRIF
- après la période de concertation avec le public : présentation du dossier mis en consultation et à l'enquête publique.

## **3-4 : Réunions publiques**

En complément de la procédure d'association des communes, la DDT prévoit un large dispositif de concertation avec la population avec notamment :

- la tenue de deux réunions publiques ;
- la tenue de deux séances d'accueil du public par communes.

Le bureau d'études participera à ces réunions et procédera lors des réunions publiques à une présentation des études qu'il aura conduites.

Il préparera à cet effet les documents pédagogiques nécessaires : cartes simplifiées, diaporama explicatif...

## **3-5 : Conditions du déroulement des réunions**

Le bureau d'études participera aux réunions de travail, de présentation, et aux visites de terrains qui pourront être programmées suite à la période de concertation avec la population, à la demande du maître d'ouvrage.

Il se chargera d'établir les documents préparatoires des différentes réunions et groupes de travail, les procès-verbaux, comptes-rendus de réunion et synthèses.

***L'échéancier des réunions prévues pendant tout déroulement de la prestation du bureau d'études est produit en annexe n° 1 du présent CCTP.***

Dans le cas où le bureau d'études souhaiterait prendre directement contact avec la commune (élus ou services techniques), il veillera à en informer préalablement la DDT du Vaucluse, qui jugera de l'opportunité de l'accompagner dans sa démarche.

Le bureau d'études participera si nécessaire à des réunions de travail complémentaires demandées par le maître d'ouvrage, pour lesquelles il fournira les pièces écrites et dessinées nécessaires.

### **3-6 : Durée de réalisation de l'étude**

L'étude sera réalisée en trois phases :

#### Première phase :

- établissement d'une première version de la carte de zonage ;
- production de la partie correspondante du rapport de présentation.

#### Deuxième phase :

Le projet de plan ainsi établi fera l'objet, après échanges avec les communes, d'une transmission au titre de l'examen au cas par cas par la MRAe.

Le bureau d'étude transmettra à la DDT les éléments descriptifs et cartographiques nécessaires à la production de la demande au cas par cas.

#### Troisième phase :

cette phase débutera :

- soit après la production de l'avis de la MRAe si celle-ci ne demande pas d'évaluation environnementale du PPRIF ;
- soit après la production de l'évaluation environnementale et du retour de l'avis de la MRAe sur cette étude si celle est demandée lors de la phase au cas par cas.

Elle comprendra :

- l'établissement du projet de PPRIF soumis à concertation ;
- la participation à la concertation avec le public ;
- la production du dossier soumis à l'enquête publique ;
- la production du dossier final.

La durée de cette phase sera de **douze mois**.

Le délai de réalisation de l'étude sera prolongé par ordres de service du maître d'ouvrage, au cas où des délais supplémentaires lors de l'association avec les communes ou après la période concertation s'avéreraient nécessaires.

oOo

## **GLOSSAIRE**

BDIFF : Base de données sur les incendies de forêt en France ;

CCTP : Cahier des clauses techniques particulières ;

CEMAGREF : Centre d'études du machinisme agricole et du génie rural des eaux et forêts  
(*désormais INRAE*) ;

COTECH : Comité technique ;

COPIL : Comité de Pilotage ;

DDT : Direction départementale des territoires (de Vaucluse) ;

DECI : Défense extérieure contre l'incendie ;

DFCI : Défense des forêts contre l'incendie ;

ERP : Etablissement recevant du public ;

ICPE : Installation classée pour la protection de l'environnement ;

IGN : Institut national de l'information géographique et forestière ;

INRAe : Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et  
l'environnement ;

MTECT : Ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires ;

MR Ae : Mission régionale d'autorité environnementale ;

ONF : Office national des forêts ;

PLU : Plan local d'urbanisme ;

POA : Personnes et organismes associés

PPRIF : Plan de prévention du risque d'incendie de forêt ;

RDDECI : Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie ;

SCoT : Schéma de cohérence territoriale ;

SDIS : Service départemental d'incendie et de secours.